

Communiqué de presse

Vendredi 30 août 2013

La compétitivité grâce à l'ouverture

Assemblée annuelle d'economiesuisse à Lausanne

La journée de l'économie 2013 était placée sous le thème « La multinationalité helvétique : un modèle ? ». L'ouverture de notre économie est un atout pour une Suisse prospère, selon Rudolf Wehrli, président d'economiesuisse. Patrick Odier, vice-président d'economiesuisse, a mis en garde l'assemblée contre des restrictions rigides de l'immigration susceptibles de menacer cette ouverture. Le conseiller fédéral Didier Burkhalter a pour sa part plaidé en faveur d'un renouvellement et d'un développement de la voie bilatérale avec l'UE afin de garantir à long terme les conditions négociées pour la Suisse et son économie. La Journée de l'économie a aussi marqué le passage du témoin, à la présidence, de Rudolf Wehrli à Heinz Karrer.

La Suisse doit son extraordinaire dynamisme à son ouverture et à ses échanges intenses avec l'étranger. Alors qu'elle était, il y a 50 ans, l'usine de l'Europe, elle est devenue, grâce à une main-d'œuvre hautement qualifiée, en usine à idée, a observé Rudolf Wehrli. Cela nous oblige toujours à nous adapter à des conditions-cadre nouvelles et à façonner la place économique suisse de manière attrayante pour les entreprises et la population.

Resserrer les liens entre l'économie et la société

Dans son état des lieux, Rudolf Wehrli a surtout évoqué la crise de confiance à l'égard de l'économie et le repositionnement d'economiesuisse. En particulier dans une société de plus en plus critique, les entreprises ont besoin d'une organisation faïtière qui fédère leurs intérêts et les représente de manière crédible, constructive et efficace dans le processus politique. Il s'agit également de rechercher une plus grande proximité, davantage de dialogue et la transparence. En prévision des votations importantes à venir, nous devons parvenir à montrer à la société l'apport des entrepreneurs en termes d'emploi et de prospérité. C'est la seule chance de l'économie d'être comprise. Cela nécessite une communication claire. L'organisation faïtière doit par ailleurs se concentrer plus particulièrement sur les thèmes prioritaires qui intéressent toute l'économie. Concrètement, il s'agit de la politique européenne, de la Stratégie énergétique 2050, de la réforme de l'imposition des entreprises et de débats sur la redistribution.

L'immigration est vitale pour la Suisse

L'économie a l'obligation de prendre au sérieux les craintes et préoccupations de la population liées à l'immigration, a déclaré Patrick Odier, vice-président d'economiesuisse. Elle doit participer au débat et émettre des signaux clairs. Car notre savoir-faire, notre capacité d'innovation et notre prospérité dépendent dans une large mesure de la présence de travailleurs locaux et internationaux et de celle

d'entreprises petites, moyennes et internationales. Raison pour laquelle il est essentiel que la Suisse maintienne la voie bilatérale avec l'UE, tout en concluant des accords de libre-échange avec des marchés d'exportation importants et de nouveaux partenaires commerciaux.

Entretenir de bonnes relations avec l'UE est une obligation pour la Suisse

Dans son intervention, le conseiller fédéral Didier Burkhalter a souligné que l'ouverture de la Suisse était l'un de ses principaux facteurs de succès. À cet égard, des relations stables avec l'UE sont d'une importance capitale pour l'économie suisse. La voie bilatérale permet à la Suisse de préserver tout à la fois sa prospérité et son indépendance. Afin que celle-ci reste viable à long terme, il importe de la renouveler et de la développer. L'option privilégiée par le Conseil fédéral présente de nombreux avantages pour la Suisse et son économie.

Le thème de la multinationalité était aussi centre d'une table ronde réunissant des personnalités de haut rang : Barbara Kux, membre de la Direction de Siemens et des Conseils de surveillance de Total et Henkel, Philippe Leuba, conseiller d'État vaudois et François Gabella, CEO de LEM Holding SA.

Des photos de la Journée de l'économie seront disponibles sous www.photopress.ch/image/Aktuell/August+13/Tag+der+Wirtschaft+2013 à partir de 16 heures.

Pour toutes questions :
Cristina Gaggini, Directrice romande, Téléphone : 078 781 82 39

Communiqué de presse

Vendredi 30 août 2013

economiesuisse accueille cinq nouveaux membres

Lors de la Journée de l'économie 2013, economiesuisse a souhaité la bienvenue à cinq nouveaux membres. Il s'agit de l'Association Suisse des Annonceurs, d'ICT Switzerland, de comparis.ch, de la Fondation PME Next et de Vale International SA.

Le Comité d'economiesuisse a décidé, hier et en amont, d'accepter l'adhésion de cinq nouveaux membres. L'organisation faitière de l'économie compte ainsi parmi ses membres plus de 120 organisations de branches et régionales. economiesuisse représente désormais 100 000 entreprises de toutes tailles dans toute la Suisse et deux millions d'emplois environ. Les organisations et entreprises ci-après sont devenues membres d'economiesuisse :

1. **L'Association Suisse des Annonceurs (ASA)** représente les intérêts des annonceurs dans les domaines du marketing, de la publicité, des médias, du sponsoring et des relations publiques. Ses quelque 150 membres représentent 75 % environ du marché publicitaire suisse. L'organisation s'engage tout particulièrement dans cinq domaines : liberté de la publicité, coûts de la publicité euro-compatibles, transparence des prix, recherche sur les moyens publicitaires et conseil technique et juridique.
2. **ICT Switzerland** est l'organisation faitière des principales associations et entreprises prestataires et utilisatrices de technologies de l'information et de la communication (TIC). Son objectif est de promouvoir les TIC, de soutenir les spécialistes et organisations actifs dans ce domaine et de renforcer la branche TIC dans le domaine de la recherche et du développement.
3. Le comparateur en ligne **comparis.ch** permet aux consommateurs de comparer simplement et rapidement des tarifs et prestations de caisses d'assurance maladie, de compagnies d'assurance, de banques, d'opérateurs de télécommunication, des biens immobiliers, des véhicules automobiles et des motos sur son site www.comparis.ch. Depuis juin 2000, comparis.ch est une société anonyme avec siège à Zurich et compte actuellement plus de 80 collaborateurs.
4. Entité neutre d'intérêt général, la **Fondation PME Next** a été créée le 1^{er} janvier 2012. Elle œuvre en vue de la transmission de PME et de micro-entreprises. Pour ce faire, elle transmet aux deux parties, celle qui remet et celle qui reprend, les outils nécessaires pour une transition réussie.
5. Vale, un des trois plus grands groupes miniers du monde, compte plus de 130 000 collaborateurs. Le groupe est le premier exportateur mondial de minerai de fer et produit également du charbon, du cuivre, du nickel, du manganèse, de la potasse et du phosphate. Depuis 2006, le siège de la filiale **Vale International SA** se trouve en Suisse (à Saint-Prex dans le canton de Vaud). Le siège principal est au Brésil.

economiesuisse se réjouit de collaborer avec ces cinq nouveaux membres.

Pour toute question : Cristina Gaggini, Directrice romande, téléphone 78 781 82 39

Communiqué de presse

Vendredi 30 août 2013

Élection de nouveaux membres au Comité d'economiesuisse

Au cours de la Journée de l'économie 2013, les membres de l'organisation faitière de l'économie ont élu douze nouveaux membres au Comité. Ce dernier a, en outre, élu une personne au Comité directeur.

L'Assemblée des membres a élu douze personnes au Comité :

- Heinz Baum (CEO de Loeb SA, Berne) en tant que représentant de Swiss Retail Federation
- Felix R. Ehrat (Group General Counsel chez Novartis International SA) en tant que représentant de scienceindustries
- Caroline Forster (CEO d'Interspitzen) en tant que représentante de la Fédération textile suisse
- Bruno Gehrig (président du conseil d'administration de Swiss International Air Lines SA)
- Siegfried Gerlach (CEO de Siemens Suisse SA) en tant que représentant de Swissmem
- Christian Keller (General Manager d'IBM Suisse)
- Dominik Koechlin (président du conseil d'administration de Sunrise Communications SA)
- Andreas Koopmann (président du conseil d'administration de Georg Fischer SA)
- Karin Lenzlinger (CEO et déléguée du conseil d'administration de Lenzlinger Fils SA et présidente de la Zürcher Handelskammer)
- Remo Lütolf (président de la direction d'ABB Suisse) en tant que représentant de Swissmem
- Alain Marietta (directeur général de Metalem SA et président de la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie)
- Rudolf Noser (président du conseil d'administration de Noser Management AG) en tant que représentant d'ICT Switzerland

Gottlieb Keller (General Counsel et membre de la direction de F. Hoffmann-La Roche SA), représentant de scienceindustries, a par ailleurs été élu au Comité directeur. En tant que nouveau président, Heinz Karrer devient d'office membre du Comité directeur.

Pour toute question :

Cristina Gaggini, Directrice romande, Téléphone : 078 781 82 39

Journée de l'économie 2013

La multinationalité helvétique : un modèle ?

Vendredi 30 août 2013

Seul le discours prononcé fait foi.

L'ouverture comme clé du succès

Rudolf Wehrli, président

Mesdames et Messieurs,

Au nom d'economiesuisse, je vous souhaite une cordiale bienvenue à la Journée de l'économie. Je salue aussi tout particulièrement les représentants des trois nouveaux membres dont le Comité a accepté l'adhésion à l'unanimité hier. Il s'agit des organisations ICT Switzerland et l'Association Suisse des Annonceurs ainsi que de l'entreprise Vale International SA. Je mentionnerai encore les étudiants et étudiantes de la Haute École d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud et de l'Université de Lausanne. Nous sommes ravis de votre présence parmi nous aujourd'hui.

Le thème du jour est « multinational verwurzelt: Ein Schweizer Erfolgsmodell? » / « La multinationalité helvétique : un modèle ? ».

1 La multinationalité

Si nous regardons au-delà de nos frontières aujourd'hui, nous ne tardons pas à constater que la prospérité actuelle et le faible niveau du chômage ne vont pas de soi dans une situation économique mondiale aussi difficile. Ce n'est pas que nous soyons tellement plus intelligents que nos voisins. Mais comme l'a dit autrefois l'économiste américain James Buchanan : « Good games depend on good rules, more than they depend on good players ». Dans les faits, le succès rencontré par le modèle suisse s'explique par des conditions-cadre optimales pour les entreprises. Notre atout est l'ouverture de notre économie. En s'inspirant de la formule de l'ancien conseiller aux États Carlo Schmid, on pourrait dire que « La Suisse est condamnée à l'ouverture ».

Pourtant, la Suisse n'était pas dans une situation favorable au début de l'industrialisation : au milieu du 19^e siècle, elle était encore dominée par l'agriculture et l'artisanat et nombreux sont ceux qui, souffrant de la faim et dans le besoin, ont fini par émigrer. Cependant, l'économie du jeune État fédéral a rapidement fait du marché mondial son marché indigène pour ainsi dire, érigeant un fondement important de cette extraordinaire success-story, qualifiée de véritable « miracle économique » dans un récent ouvrage de Gerhard Schwarz. La deuxième vague d'industrialisation devait effectivement modifier en profondeur les modes de production, la société, mais aussi l'agriculture et la culture de la Suisse.

À l'époque de la création de la Suisse sous la forme d'un État fédéral libéral en 1848, plusieurs pays étaient en proie à la répression politique et connaissaient la Restauration, ce qui a valu à notre pays une vague d'immigration massive. Nombre d'entreprises internationales suisses de premier plan doivent leur existence à des immigrés déterminés, innovants et visionnaires de cette époque : Nestlé, ABB (créée sous le nom de BBC), Roche ou IWC pour n'en citer que quelques-unes. Parallèlement à cela, le tourisme s'est développé à grands pas pour devenir une branche économique majeure. Il faut mentionner encore diverses maisons de commerce, souvent oubliées, dont les origines remontent également aux débuts de la Suisse moderne. Sans faire parler d'elles, elles ont eu beaucoup de succès, réalisant des chiffres d'affaires se chiffrant en milliards. C'est d'ailleurs toujours le cas de DKSH ou Züllig. Ces entreprises ont aussi contribué largement à l'ouverture de l'économie suisse ou façonné une ville, comme les frères Volkart à Winterthur.

Au-delà des dynasties d'entrepreneurs prospères qui ont immigré dans notre pays en raison de conditions-cadre favorables, l'histoire a aussi joué en notre faveur. Pendant la Première guerre mondiale, puis en 1945 : après la débâcle européenne et ses destructions massives, notre pays, doté d'un appareil de production intact et d'infrastructures en bon état, est devenu un centre de production important pour le continent. Les impressionnants taux de croissance atteints alors sont comparables à ceux des tigres asiatiques aujourd'hui, au point que la croissance a même dû être freinée par moments avec des mesures conjoncturelles – un phénomène difficile à imaginer dans l'Europe actuelle.

Les temps ont radicalement changé depuis et, avec eux, aussi certaines stratégies menant au succès économique. Si notre pays était l'usine de l'Europe il y a 50 ans, grâce à une main-d'œuvre hautement qualifiée, il devient de plus en plus une usine à idée : de nombreuses études sur la compétitivité classent régulièrement la Suisse parmi les pays les plus innovants et performants du monde. Avec un PIB par habitant de quelque 75 000 CHF, notre pays est un des plus riches du monde. En valeur absolue, nous sommes la 19^e économie mondiale. Alors que notre population représente 1 ‰ de la population mondiale, notre part au commerce mondial est de 2 % au moins. Il faut ajouter à cela que la Suisse est le seul pays d'Europe ou presque à satisfaire tous les critères de Maastricht – même si elle n'est pas membre du club.

Notre ouverture – avec un taux d'exportation qui approche 57 % du PIB – était et reste une des raisons qui nous oblige à continuellement nous adapter au changement et à préserver l'attrait de la place économique suisse pour des entreprises petites et grandes, suisses et étrangères, industrielles et axées sur les services. À cet égard, il convient de mentionner plus particulièrement une sécurité juridique élevée, un climat d'investissement favorable, des collaborateurs hautement qualifiés et souvent plurilingues, d'excellentes infrastructures et aussi certainement un climat fiscal avantageux. Enfin, le modèle auquel la Suisse doit son succès est également caractérisé par la stabilité politique, une forte décentralisation, le principe de subsidiarité, l'esprit de milice et une relation de confiance générale entre les citoyens et l'État.

2 Repositionnement

Je l'ai dit au début de mon intervention, ces conditions favorables à l'économie ne vont pas de soi. Aujourd'hui, une menace latente plane sur elles. Force est de constater, c'est inquiétant, que l'économie affronte depuis quelque temps de forts vents contraires – et elle n'y est pas étrangère dans certains cas. Ces vents contraires ont aussi affecté l'organisation faïtière de l'économie ces douze derniers mois.

Après l'échec essuyé lors de la votation sur l'initiative Minder, il est devenu évident qu'on ne pouvait plus parler d'une légère brise. Des débats parlementaires et politiques intenses ont par ailleurs marqué ces derniers mois. Parmi les faits marquants du point de vue de l'économie, je relèverais entre autres les controverses relatives au tournant énergétique et les discussions sur l'équité en matière de réparti-

tion – autrement dit la redistribution – qui resteront d'actualité en raison de diverses initiatives populaires.

Des pluies de critiques dans les médias, un profond sentiment d'inquiétude au sein de la population et des problèmes internes ont entamé la crédibilité de l'économie. Le contexte a aussi radicalement changé ces dernières années : deux nouveaux partis sont apparus au centre de l'échiquier politique, de même que, faute de ressources, le paysage associatif subit des changements structurels et est de plus en plus contraint de se concentrer sur certains thèmes. À cela s'ajoute que dans la société aussi des valeurs autrefois généralement admises se trouvent de plus en plus remises en question. Les entreprises ont d'autant plus besoin d'une organisation faîtière qui fédère leurs intérêts généraux et les représente de manière crédible, constructive et efficace dans le processus politique. Vu sous cet angle, la mission d'économiesuisse n'a pas changé : elle consiste toujours à créer des conditions-cadre optimales pour l'économie et à fournir un cadre de référence clair en matière de politique économique afin de garantir la compétitivité et la prospérité de la Suisse. Compte tenu des changements en cours, il apparaît cependant clairement que cette mission doit impérativement être accomplie d'une manière différente. Le fossé séparant les décideurs politiques et économiques s'est indéniablement creusé ces dernières années, tout comme celui entre une économie mondialisée et une population toujours enracinée en Suisse, qui tire en grande partie son identité de la tradition nationale. Une communication pas toujours en phase avec la réalité, parfois même coupée de celle-ci, mais aussi la distance croissante d'avec la base expliquent l'émergence dans l'opinion publique d'une vision nettement plus critique d'économiesuisse et de l'économie. Il s'agit de changer profondément d'orientation, afin que la Suisse puisse défendre sa situation confortable dans un contexte de pression internationale croissante, un jeu de pouvoir à vrai dire, et une situation économique difficile à l'échelle mondiale. Cela nécessite un meilleur ancrage dans la réalité et une amélioration du processus de décision, plus de démocratie et une plus grande proximité avec les associations de branche, entreprises et Chambres de commerce. L'économie doit veiller tout particulièrement à rechercher le dialogue et la transparence lorsqu'il s'agit d'expliquer et de rendre compréhensibles des problématiques ardues. Il n'est possible d'obtenir l'approbation du peuple sur des questions économiques et macroéconomiques complexes que si nous parvenons à expliquer les problèmes et à convaincre la majorité de leur importance. Nous devons surtout montrer ce que les entrepreneurs suisses apportent à la place économique, notamment en termes d'emplois, au-delà du bilan et des données relatives aux performances. Si nous sommes capables de montrer cela, l'opinion publique soutiendra et appréciera l'économie. Autrement dit, economiesuisse doit à nouveau davantage jeter de ponts entre les uns et les autres. Le fil rouge étant : compétence, cohérence, engagement et honnêteté.

C'est la seule chance de l'économie suisse d'être réellement comprise. Cela implique aussi, dans le dialogue avec les entrepreneurs et les citoyens, de revenir sur les erreurs commises, d'en tirer les enseignements et de redéfinir, le cas échéant, des positions communes.

Le paysage politique de la Suisse a radicalement changé au cours des deux dernières décennies : on note une polarisation accrue ainsi qu'une différenciation des positions dans le camp bourgeois. Cela a creusé les différences, stimulé les antagonismes et intensifié la lutte pour obtenir l'attention de l'opinion publique. Cela a, on s'en doute, compliqué davantage encore l'élaboration de solutions acceptables – également sur le terrain de la politique économique. Toutefois – ou à cause de cela – notre fédération doit collaborer encore plus étroitement avec les partis politiques et rechercher des solutions constructives. Et elle doit le faire urgemment, dans l'intérêt de conditions-cadre favorables aux entreprises. C'est cela qu'attendent non seulement nos membres mais également la population de la part de l'économie : qu'une organisation économique moderne justifie ses positions et, dans le même temps, ait la capacité de la communiquer à l'opinion publique et de donner des impulsions autocritiques aux milieux politiques et économiques. C'est à cette condition qu'il sera possible de restaurer la confiance entre l'économie et la société.

Les travaux en cours en vue du repositionnement d'économiesuisse se déroulent sur ces axes. Il est essentiel que le changement visé se reflète dans une communication meilleure et plus compréhensible au sein d'économiesuisse et vers l'extérieur – c'est le ton qui fait la musique.

Du point de vue stratégique, nous nous concentrerons davantage à l'avenir sur les thèmes prioritaires qui intéressent toute l'économie et qui représentent une opportunité ou une menace immédiate pour la place économique suisse. C'est le cas avant tout de la politique européenne, c'est-à-dire également de la libre circulation des personnes et de l'immigration, de la Stratégie énergétique 2050, de la réforme de l'imposition des entreprises et de toutes les discussions sur le thème de la redistribution.

Nous le savons tous, les situations difficiles renferment toujours aussi des opportunités. En chinois, le mot « crise » est formé à partir de deux mots : l'un signifie « danger » et l'autre « opportunité ». economiesuisse, comme l'économie dans son ensemble, doit se focaliser sur son deuxième sens. Je suis convaincu que, avec les corrections prévues et votre soutien, l'organisation saura restaurer la confiance des milieux politiques et de la population dans l'économie et être appréciée comme un partenaire constructif.

Je ne terminerai pas mon exposé sans ajouter quelques réflexions sur la position de notre pays et les changements en cours à l'ère de la mondialisation. Les nombreuses discussions soulevées autour d'économiesuisse ces derniers mois m'ont aussi fait prendre conscience que le débat ne portait pas simplement sur le positionnement et l'avenir de l'une des principales fédérations d'entreprises suisses. Au bout du compte, toutes les questions nationales et internationales qui occupent la Suisse se sont cristallisées autour d'économiesuisse. Par exemple, la question sensible – et cruciale pour notre identité – de nos relations avec l'Europe et du repositionnement de la place financière helvétique. Ou encore, le souci de préserver la stabilité économique et d'assurer la pérennité du système financier européen. Je pense aussi aux excès de certains managers de haut rang qui ont conduit à une perte de confiance manifeste dans l'élite économique. La confiance et la fierté que suscitait la puissance économique de notre pays il y a peu encore ont fait place à un sentiment de malaise et de méfiance : la crédibilité des chefs d'entreprise et de la politique est mise en doute.

Pourtant, une chose est claire : une organisation faïtière ne peut pas à elle seule surmonter ces divergences et lever ce sentiment de malaise. Elle peut certes aider à concilier les intérêts des uns et des autres et à rétablir la confiance, mais seul un dialogue continu, ouvert et transparent entre l'économie, la politique et les citoyens suisses est susceptible de restaurer durablement l'estime et la capacité consensuelle. Les faits parlent d'eux-mêmes : alors que de nombreuses autres nations européennes continuent de lutter pour sortir de la crise de la dette, la situation demeure stable dans notre pays. La Suisse figure toujours en tête des classements en termes de compétitivité et de qualité de vie. Cette position enviable s'explique notamment par les bons résultats des entreprises actives en Suisse, PME et multinationales confondues. Il faut en outre souligner que les entreprises suisses ont aujourd'hui une longueur d'avance sur leurs concurrents étrangers du point de vue de la durabilité. La grande majorité des firmes helvétiques investissent afin de créer des emplois et les préserver, ont développé des systèmes de production respectueux de l'environnement et assument leurs responsabilités sociales. Tous ces aspects n'ont pas été pris en compte dans les débats soulevés ce printemps par l'initiative Minder. Les excès de certains dirigeants ont faussé le regard sur la performance économique globale. Il n'est donc guère surprenant que la réputation de nos entreprises ait été mise à mal ces deux dernières années. Cela signifie que la majorité des Suisses ne croit pas qu'elles travaillent de manière responsable – malgré la vigueur de l'économie helvétique et de ses firmes, malgré l'engagement remarquable de ces dernières en faveur du développement durable et malgré la reconnaissance de ces points forts à l'étranger.

Comment réagir à ce manque de confiance ? Comment combler ou du moins réduire ce fossé entre l'élite économique et les citoyens ?

Je pense qu'il ne suffit pas d'exhorter tous les acteurs concernés de communiquer davantage et de façon plus claire entre eux et de maintenir un dialogue permanent avec le public. La Suisse est en train de changer dans le contexte international et doit continuer d'évoluer, sans pour autant perdre son identité et ses qualités uniques en tant que place économique et au final aussi en tant qu'espace où il fait bon vivre. Que ce soit la politique, l'économie ou les citoyens, nous devons bien nous comprendre à ce sujet. Nous occupons une position enviable en Europe et dans le monde grâce à notre démocratie vivante, à nos entreprises fortes travaillant dans le respect des principes du développement durable et à notre orientation politique libérale. Nous devons maintenant unir nos efforts pour amener cette position de pointe à un niveau encore plus élevé. economiesuisse doit et va s'engager inlassablement dans ce sens.

En guise de conclusion, je tiens beaucoup à remercier, pour leur engagement constant et leur soutien précieux, la présidence, mes collègues du Comité, la direction, tous les collaborateurs d'economiesuisse ainsi que toutes les organisations membres, Chambres de commerce et entreprises. J'exprime mes meilleurs vœux à mon successeur tout en lui souhaitant l'assurance nécessaire en cette phase de turbulences. Je me retire certes de la présidence, mais continuerai de participer à la vie politique de la Suisse en tant que citoyen engagé. Je reste profondément convaincu qu'une économie suisse forte est le fondement d'une Suisse forte.

Je vous remercie de votre attention !

Journée de l'économiesuisse
La multinationalité helvétique: un modèle?
Tag, 1. Januar 2010

Seul le texte prononcé fait foi.

Discours d'accueil de Heinz Karrer pour la Journée de l'économie 2013

Heinz Karrer, président economiesuisse

Monsieur le Conseiller fédéral,
Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

« Nous n'avons plus besoin d'economiesuisse ». Tel est le titre d'un commentaire journalistique que j'ai pu lire, il y a quelques mois. Ce titre et les réflexions développées par la journaliste m'ont fait réfléchir. Je suis arrivé à la conclusion que c'est l'inverse qui est vrai et c'est la raison pour laquelle je suis ici, devant vous, en cette Journée de l'économie : aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'economiesuisse et j'aimerais vous expliquer pourquoi.

Mais avant cela, je tiens à remercier le Comité de la confiance témoignée à travers cette élection. Vous pouvez compter sur moi. Merci également à mon prédécesseur, Rudolf Wehrli, qui a tenu la barre en périodes de turbulences. Et enfin, je remercie Rolf Soiron et les autres membres de la commission de sélection, qui m'ont convaincu d'accepter cette responsabilité. Qu'est-ce qui m'a donc convaincu ? Non point le désir de quitter mon actuel employeur, Axpo, bien au contraire. J'y ai passé onze années aussi satisfaisantes qu'enrichissantes et ceux qui connaissent un peu le secteur de l'énergie savent que son évolution restera tant complexe que très intéressante dans les années à venir. En réalité, trois raisons m'ont finalement poussé à me porter candidat.

Tout d'abord, je pense que la Suisse est au stade où se tracent les grands axes de demain. Parviendrons-nous, c'est-à-dire le pays tout entier – avec ses entreprises, ses partenaires sociaux et ses acteurs politiques – à consolider encore les fondements d'un épanouissement économique durable et à préserver ainsi notre prospérité ? Ou les temps de l'union et de l'unité, qui ont fait notre force durant des décennies, sont-ils révolus ? La Suisse va-t-elle au-devant de conflits dont personne, ni employés ni employeurs, ne sortira gagnant ? economiesuisse peut et doit trouver des réponses à ces questions. Pas toute seule, mais en collaboration avec tous les partenaires qui ont rendu possible le

modèle à succès suisse. La seconde raison est que sur cette thématique, j'ai pris conscience au cours des entretiens avec le comité de sélection et avec mes collègues du Comité que je n'étais pas seul avec mes idées et mes convictions. En tant que représentants des entreprises suisses, nous avons tous les outils en main pour poser les jalons de la place économique suisse de demain. Enfin, la troisième raison est ma situation privée. J'ai longuement mûri cette décision, aussi à travers de longues discussions avec mon épouse : est-ce le bon choix ? Est-ce la tâche à laquelle je veux me consacrer ? Et surtout : ai-je les capacités requises pour cet emploi ? La réponse qui s'est dégagée à toutes ces questions était un OUI sans appel.

- OUI, je veux m'atteler à cette tâche et
- OUI, j'ai les nombreuses aptitudes requises – grâce notamment à mon passé dans le sport d'élite par équipe et grâce à mon expérience professionnelle – qui m'aideront dans mes nouvelles attributions.

Mon cheminement en tant que directeur m'a non seulement fait découvrir des secteurs variés, mais aussi souvent amené à agir comme interface entre la politique et l'économie. Au cours des quinze dernières années, je me suis toujours intéressé à l'environnement national et international dans lequel les entreprises doivent montrer leur talent et sortir du lot – chez Swisscom et ces dernières années chez Axpo. Cette expérience, mon intérêt pour les questions socio-politiques et ma conviction fondamentalement libérale sont la base sur laquelle j'entame cette nouvelle tâche. Celui qui s'engage dans une entreprise à un poste de responsabilité s'engage pour les hommes et les femmes qui travaillent dans son entreprise. Poser les fondements d'une prospérité durable signifie aussi prendre au sérieux et se centrer sur les intérêts des employés. À l'inverse, le futur bien-être des salariés suisses requiert des entreprises fortes, capables d'affronter la concurrence internationale. Nous avons besoin de PME sachant, par l'innovation et la créativité, mettre à profit les chances du marché. Mais nous avons également besoin de l'État, qui fixe le cadre général. Cela ne concerne pas que les conditions en matière de concurrence, mais aussi la formation des futurs entrepreneurs, dirigeants économiques, spécialistes et salariés de tous bords. Sans ce cadre général, la Suisse risque de perdre ses avantages concurrentiels. Une économie compétitive est le fondement grâce auquel les salariés peuvent gagner en Suisse l'argent pour nourrir leur famille, envoyer leurs enfants à l'école et à l'université, et contribuer au financement d'institutions sociales pour personnes âgées ou handicapées. Quel est aujourd'hui le rôle d'économiesuisse pour la Suisse de demain ? Et comment peut-elle l'assumer ?

Avant toute chose, il faut du courage ! Le courage de garder nos convictions profondes en politique économique, même quand nous sommes la cible de vents contraires en politique et dans les médias. Nous devons intensifier les discussions avec le public sur des questions telles que l'origine de notre prospérité et les caractéristiques du modèle à succès suisse. Comment expliquer notre position enviable en comparaison d'autres pays européens ? La réussite de la Suisse n'est pas le fait du hasard, mais repose sur quelques critères de succès en politique économique. Je les appelle les sept piliers de la prospérité :

1. des marchés ouverts,
2. le modèle de formation duale,
3. un approvisionnement en énergie sûre,
4. une fiscalité attrayante,
5. un marché du travail libéral et le partenariat social,
6. l'innovation de haut niveau et la concurrence
7. et enfin l'interaction entre multinationales et PME.

Sept piliers qu'il convient de soigner avec toutes les parties prenantes, même si leurs intérêts et objectifs diffèrent des nôtres. C'est une tâche pour laquelle il faut une économie suisse forte. La population suisse doit avoir confiance dans l'économie et prendre conscience que celle-ci constitue un tout qui intègre tous les salariés. Encore une tâche pour laquelle il faut une économie suisse forte. L'économie suisse doit aider à construire, développer et entretenir la confiance de la population dans l'économie, car qui dit confiance dit prévisibilité, compréhension des liens et décisions reposant sur des faits plutôt que sur des paroles ou des émotions. Seules des décisions s'appuyant sur des faits peuvent être durables, en économie comme en politique, et seules des décisions durables créent un environnement compétitif aidant les entreprises sur leurs marchés.

Au commencement, il y a la confiance. Pour construire celle-ci, nous devons défendre notre position avec courage, clarté et confiance en nous, ce qui implique des arguments justes et compréhensibles. Nous devons nous fixer des objectifs ambitieux et nous engager en vue de les réaliser – dans le respect des règles et du principe d'équité. Le deuxième aspect de la confiance concerne l'écoute d'autrui, indispensable pour comprendre ce que veut l'interlocuteur et partenaire, et ce qui le motive. Enfin, il faut être capable de mener une réflexion sur soi. Prenons-nous suffisamment en compte les besoins de la population ? Avons-nous compris ce qui touche les gens ? Savons-nous bien communiquer nos requêtes et leurs interdépendances ? Évitions-nous les questions critiques ou au contraire, les intégrons-nous à nos réflexions ? La présentation de nos objectifs et de la voie qui y mène est-elle transparente et compréhensible ?

La confiance se construit en adressant des thèmes clairs dans ces discussions avec le public et en démontrant les chances qui s'offrent à nous tous. Nous ne menons pas ces débats et ce travail de persuasion parce que nous sommes ou savons mieux, nous recherchons le dialogue – raisonné et curieux – aussi avec les sceptiques et ceux qui ont des convictions différentes. À nous de convaincre le public que nous nous préoccupons de la Suisse et de l'avenir de notre place économique. L'économie suisse renforcera l'interaction avec les autres associations, les chambres de commerce et les milieux économiques des PME. Nous allons nous concentrer sur des thèmes de grande actualité comme l'Europe, l'énergie et les conditions fiscales. Et bien sûr, nous communiquerons de manière ouverte et compréhensible, mais aussi courageuse, en restant axés sur les objectifs et les résultats. Chers collègues, cette tâche m'inspire le plus grand respect. Toutefois, je l'aborde avec vaillance, confiance et détermination car je sais que je peux compter sur vous. J'ai confiance en vous. Et je vous remercie de votre confiance.

Journée de l'économie

La multinationalité helvétique: un modèle?

Vendredi, 30 août 2013

Seul le texte prononcé fait foi.

La multinationalité de la Suisse, un atout

Patrick Odier, vice-président d'economiesuisse

Sehr geehrte Damen und Herren,

Ich heisse Sie ganz herzlich willkommen in der Romandie. Es ein Vergnügen Sie nach zahlreichen Jahren wieder bei uns empfangen zu dürfen. Das liegt mir besonders am Herzen, da dieses Jahr die Multi-Nationalität als Kernthema unserer Generalversammlung steht.

Facteurs historiques de l'ouverture de la Suisse sur le monde

Parler multinationalité en Suisse peut sembler une lapalissade. La diversité culturelle est inscrite dans nos gènes. Elle est à la fois la raison d'être et le moteur de notre fédéralisme. C'est aussi probablement grâce à notre identité multiculturelle que nous avons su développer d'intenses échanges avec les autres nations. C'est de cette multinationalité en tant que capacité d'ouverture et d'interaction avec le monde dont je souhaite vous parler. Il s'agit d'un élément constitutif de l'identité helvétique, son oxygène et sa force.

Dépasser nos frontières s'est imposé à nous également pour une raison bien plus pragmatique. La Suisse ne peut pas vivre en autarcie. C'est une évidence pour un public averti. Hélas, ce l'est beaucoup moins au sein d'une partie de l'arène politique et de concitoyens. Vous m'avez compris, je suis pour une Suisse ouverte, modèle d'intégration, mais qui sait préserver ses valeurs. Je passerai en revue aujourd'hui quatre éléments principaux. Premièrement, j'aborderai le thème spécifique de la libre circulation. Elle est vitale pour notre pays. Deuxièmement, je parlerai de nos entreprises petites et grandes, suisses et étrangères et de la nécessité de ne faire qu'un dans cette période d'attaques contre la compétitivité de notre pays. Troisièmement, j'évoquerai les pressions internationales que la Suisse subit actuellement et la meilleure manière de s'en prémunir.

Enfin, je parlerai des problématiques d'accès au marché. Avec l'Union Européenne d'abord. Mais aussi avec de grands pays notamment au travers d'accords de libre-échange gagnant-gagnant.

Préserver l'accès à la main d'œuvre qualifiée

Je répète : la multinationalité participe du « miracle suisse ». Si notre économie maintient le cap, contre vents et marées, nous le devons bien sûr en premier lieu à la vitalité et à l'esprit d'entreprise de nos

PME et des grandes sociétés. Mais aussi à la matière grise d'hommes et de femmes du monde entier qui se sont installés en Suisse pour y étudier, pour y travailler, pour y créer des entreprises. Certes, la proportion d'étrangers, est parmi les plus élevées d'Europe (22.8%). Mais ils n'ont pas évincé la main-d'œuvre indigène – comme en atteste le taux de chômage. Deuxièmement, les salaires n'ont pas subi de pression à la baisse, et ce principalement grâce aux mesures d'accompagnement. Mesures d'ailleurs renforcées, là où des lacunes avaient été identifiées.

Cela dit, nous ferions fausse route en sous-estimant les craintes de la population et son insatisfaction croissante vis-à-vis de l'immigration de main-d'œuvre qualifiée. Nous ne pouvons nier que l'immigration en provenance de l'UE a *accélééré* (et non provoqué !) des problèmes préexistants. Je pense notamment aux régions de frontière ainsi qu'aux problématiques des transports et des logements. Le Conseil fédéral prend, à juste titre, la situation au sérieux. Les milieux économiques doivent en faire de même. Premièrement, les employeurs sont les premiers bénéficiaires de l'accord sur la libre circulation. Deuxièmement, le peuple sera appelé ces deux prochaines années à se prononcer à trois reprises sur des initiatives qui mettent en cause cet accord. L'enjeu est de taille. D'une part, un frein radical de l'immigration ou le retour des contingents, avec les tracasseries que cela implique, n'est pas une option. D'autre part, c'est tout l'édifice des accords bilatéraux avec l'UE qui pourrait être menacé, en vertu de la fameuse clause guillotine. Vous conviendrez que nous devons tout mettre en œuvre pour éviter ce scénario.

Il appartient à chacun d'entre nous, me semble-t-il, de convaincre la population que notre savoir-faire, notre capacité d'innovation hors norme et la prospérité du pays dépendent d'un *mix* de compétences locales et internationales, d'entreprises « bien de chez nous » et de multinationales étrangères. Parallèlement, il est essentiel que les représentants des milieux économiques participent de manière constructive à la mise en place de solutions pragmatiques pour accompagner la croissance. C'est en donnant des signaux *clairs*, en agissant dans les *faits* que nous rassurerons nos concitoyens et permettrons ainsi à la Suisse de rester une place de choix pour les talents et les entreprises les plus innovantes.

Petites et grandes sociétés, entreprises suisses et étrangères : un partenariat gagnant-gagnant

Dans la foulée, permettez-moi de lancer un deuxième appel. Force est de constater que l'implantation de multinationales étrangères ne fait pas l'unanimité non seulement au sein d'une partie de la population mais également de certains milieux politiques. Ces sociétés sont pourtant partie intégrante du tissu économique, au même titre que les PME. Nous sommes bien placés pour le savoir ici, sur l'Arc lémanique. Le taux de croissance supérieur à la moyenne nationale et la création d'emplois dans la Région sont - en grande partie – le fait de ces sociétés multinationales. Leur présence n'est pas le fruit du hasard. Elle repose sur des conditions cadres attractives en comparaison internationale, qu'il s'agit d'améliorer continuellement à l'aune des développements internationaux et d'approches, parfois agressives, de certains concurrents. Le gouvernement de Singapour envoie régulièrement ses fonctionnaires démarcher des sociétés jusqu'à Genève.

Sommes-nous prêts à nous passer de sociétés étrangères en Suisse ? Elles représentent 650 milliards de francs d'investissements directs (plus de 100% de notre PIB), 430'000 emplois très qualifiés (11% des emplois en Suisse). Elles ont contribué ces dix dernières années à près d'un tiers de la croissance et près de la moitié de la création de nouveaux emplois dans notre pays.

Dans ce contexte, mon appel à vous est double :

Premièrement, évitons de disperser nos forces, en nous lançant dans des débats aussi stériles que dangereux sur l'importance des PME par opposition aux grandes sociétés, qu'elles soient suisses ou étrangères. L'économie est une. De tels propos déstabilisent le peuple et ne profitent qu'à nos opposants !

Deuxièmement, nous avons besoin de patrons d'entreprise et de PME qui s'engagent sur la scène publique. Vous êtes les émetteurs les plus crédibles.

Attaques contre le marché du travail

Rien n'est acquis, ni pour les multinationales ni pour nos PME ! Je fais référence à la multiplication d'attaques politiques, au travers d'initiatives cantonales et fédérales. Si elles étaient acceptées, elles saborderaient ce miracle économique dont chacun profite. L'initiative « 1 à 12 » sur laquelle le peuple se prononcera le 24 novembre illustre bien cette tendance. Dans cette salle, nous sommes tous convaincus de sa dangerosité. Encore faudra-t-il réunir nos forces pour convaincre le souverain que le réflexe primaire « anti-riches » ou « anti-étrangers » est un formidable boomerang. Les hauts revenus contribuent pour une part substantielle à nos assurances sociales. En s'en prenant à eux, l'initiative provoquerait un manque à gagner pour les recettes fiscales et les cotisations sociales, jusqu'à 1,6 milliards de francs, selon la Confédération. A n'en pas douter, ce sont les PME et la classe moyenne qui seront appelées à combler ces pertes. D'autres initiatives tout aussi néfastes pour notre économie nous attendent. L'initiative fédérale sur le « salaire minimum » de 4'000.- et celle sur le « revenu universel » mettraient à genou bien des secteurs d'activités et de PME. De tels salaires ne sont pas supportables pour l'hôtellerie et la restauration ou le commerce, par exemple. Et vouloir imposer le même salaire à Delémont qu'à Zurich est insensé. Economiesuisse combattra, bien évidemment, ces initiatives.

Proactivité et faculté d'adaptation face aux pressions de l'étranger

Avant de parler de la situation avec l'Union européenne et des accords de libre-échange, je tiens à faire un point sur les pressions, parfois grandes, que la Suisse subit de l'étranger. Les acteurs sont internationaux, le terrain de jeu mondial, et les règles le deviennent aussi. Dans le secteur financier, et cela reste valable dans bien d'autres domaines, le processus réglementaire échappe désormais en grande partie aux régulateurs locaux, au profit d'organisations supranationales (Financial Stability Board, G8/G20, OCDE, GAFI, BIS etc.), à travers la définition de nouveaux standards internationaux. La tendance est-elle passagère ? Non, c'est une tendance lourde. Ou cela va-t-il s'arrêter ? Personne ne le sait. Dans ce contexte, pouvons-nous rester de simples spectateurs ? Trois fois non. Il en va de notre survie.

C'est pourquoi je suis intimement convaincu que la meilleure attitude à adopter est celle de la proactivité et de l'adaptation. Le réflexe de repli sur soi est dangereux voire suicidaire. Nous avons le choix : soit nous apitoyer sur notre sort de petit pays en proie aux « forces du Mal » soit nous réinventer et viser l'excellence, sans complexes, avec audace, et en défendant nos valeurs. Concrètement, je le dis très souvent, la Suisse doit faire activement entendre sa voix au sein des organisations supranationales et influencer les standards qui dicteront la façon de faire des affaires. Elle doit aussi faire en sorte que tous les acteurs soient logés à la même enseigne, sans possibilité d'arbitrage réglementaire.

Pressions en matière de fiscalité

Prenons un exemple concret : la concurrence fiscale internationale devient de plus en plus agressive de sorte que nos régimes fiscaux cantonaux sont la cible de pressions. Les critiques ne viennent pas uniquement de Bruxelles. L'OCDE entend également abolir les méthodes d'optimisation fiscales des entreprises jugées excessives. Il s'agit d'un mouvement général. La Suisse n'est pas la seule visée ! Economiesuisse prend la question très au sérieux. À elles seules, les sociétés à statut particulier versent plus de 5 milliards de francs au titre des impôts directs sur les bénéficiaires et emploient plus de 150 000 personnes.

Nous avons notamment coordonné et représenté la voix de l'économie auprès des instances de projet qui réunissent Confédération et Cantons. Et, début juin, nous avons publié une étude qui arrive aux conclusions suivantes : Premièrement, il s'agit de mettre en œuvre à court et à moyen termes des modèles fiscaux inattaquables à l'échelle internationale. Deuxièmement, nous plaidons en faveur d'un

mix de mesures pragmatiques, adaptées aux spécificités des cantons. Enfin, la Confédération est appelée à participer de manière substantielle à l'effort. En effet, elle profite dans une large mesure de la présence des sociétés bénéficiant d'un statut particulier au niveau cantonal, qui lui procurent 4 milliards de francs de recettes au titre de l'impôt fédéral sur les bénéficiaires.

Pour rester concurrentiels aussi bien pour les sociétés étrangères que suisses, nous devons continuer à être proactifs. L'incertitude juridique est déjà source d'inquiétudes au sein des sociétés concernées. Les implantations d'entreprises étrangères reculent depuis 2009.

Sortir de l'impasse avec l'Union européenne

Pragmatisme et proactivité, cet état d'esprit devrait, me semble-t-il, aussi nous guider dans nos relations avec l'UE. Sur le plan *économique*, la Suisse n'est pas un nain ! Au contraire, nous sommes l'un des principaux moteurs des exportations européennes. Le solde de la balance commerciale Suisse-UE atteint en effet 40 milliards d'euros en leur faveur.

Sur le plan *politique*, la situation est plus complexe. L'Europe à 28 est un paquebot. Les Etats conservent certes d'importantes prérogatives, en matière fiscale par exemple, mais la tendance est à une unification des politiques nationales. C'est dans ce concert d'Etat-nations, face à ces 28 capitales aux intérêts pas toujours convergents, que nous nous situons. Ni vraiment dedans, ni réellement dehors. Cette exception helvétique agace Bruxelles, car elle exige des solutions ad hoc pour faire évoluer nos quelque 120 accords bilatéraux. En clair, c'est la question des modalités de reprise du droit européen et des instances habilitées à trancher en cas d'interprétation divergente du droit européen qui sont sur la table. Ni plus ni moins. Mais c'est – si vous me passez l'expression – une sacrée épine dans le pied ! Monsieur le Conseiller fédéral Didier Burkhalter nous parlera certainement du mandat de négociation avec l'Union européenne très récemment adopté et envoyé en consultation par le Conseil fédéral.

Les accords existants répondent aux besoins de l'économie prise dans son ensemble. Toutefois, certains secteurs d'activité souhaitent conclure de nouveaux accords. Il s'agit donc de sortir de l'impasse pour consolider la voie bilatérale. La solution doit bien entendu être soutenue par l'économie et acceptée par le peuple. Et c'est bien là le plus grand défi à mes yeux. Le statu quo n'est pas une option.

Accès aux marchés hors UE

L'UE est certes notre principal partenaire économique et notre voisin « culturel » naturel. Cela dit, nous devons impérativement continuer de développer des accords de libre-échange avec les marchés à fort potentiel de croissance. Etant entendu que la qualité doit primer sur la quantité.

Dernier exemple en date, et non des moindres : la signature début juillet de l'accord de libre-échange avec la Chine. Un marché qui s'est hissé, en quelques années, au rang de troisième destination de nos exportations, après l'UE et les États-Unis. Avec cet accord, les deux pays émettent un signal politique clair contre le protectionnisme qui couve toujours dans de nombreux pays.

Des négociations en vue de la conclusion d'accords de libre-échange sont en cours avec l'Inde, la Thaïlande, le Vietnam et l'Indonésie. Et nous souhaitons que des négociations soient ouvertes avec les États-Unis et le Brésil. De tels accords gagnant-gagnant sont non seulement créateurs de valeur mais servent à diversifier les risques commerciaux de nos entreprises.

Conclusion

J'arrive aux conclusions de ce tour d'horizon sur la multinationalité.

La Suisse a grandement bénéficié de son ouverture à l'international et de l'apport des étrangers, que ce soit des sociétés ou des individus. Elle a aussi montré - tout au long de son histoire - qu'elle était un modèle d'intégration réussi sans pour autant diluer ses valeurs. Il serait extrêmement dommageable

pour la prospérité de notre pays, que nous venions à détruire ce que tant d'autres nous envient. Ne cédon pas à la tentation du repli sur nous-mêmes ni aux sirènes du populisme. economiesuisse continuera à s'engager avec conviction dans cette direction.

Je vous remercie de votre attention.



Procter & Gamble

La diversité dans une entreprise multinationale

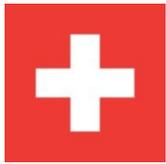
Werner Geissler, Vice Chairman Global Operations
Lausanne, 30 août 2013

P&G dans le monde



Année de création	1837
Collaborateurs	env. 121.000
Nombre de marques	env. 200
Nombre de marques avec chiffre d'affaires annuel de plus de 1 Mia US\$	25
Nombre de consommateurs utilisant nos marques	~ 4.8 Mia
Chiffre d'affaires (US\$)	84.2 Mia
Dépenses en Recherche & Développement (US\$)	2.0 Mia





P&G | 60 ans en Suisse
Jahre in der Schweiz



1953 Début des activités de P&G à Lucerne

1956 Etablissement à Genève de la filiale pour les marchés émergents

1999 Siège pour l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique à Genève

2012 Siège global à Genève pour les produits de lessive et les soins capillaires



- 2013**
- env. 3000 collaborateurs
 - 3ème employeur privé du canton de Genève
 - Top 50 en Suisse
 - Collaboration avec plus de 300 PME locales

Gillette



BRAUN

clearblue

always



Oral-B



Le “Business Case” pour la diversité

**Diverse teams deliver
+5% better sales than
homogenous teams
(P&G)**

**‘Companies with
diverse boards have a
+41% higher return on
equity than less
diverse companies....’
(McKinsey)**

**‘Les résultats des
compagnies ayant plus
de femmes dans la
direction sont meilleurs:
+35% de retour sur
investissements, +34%
de rendement pour les
actionnaires’
(Catalyst)**

**‘Les compagnies
avec un nombre
équilibré d’hommes
et de femmes sont
plus performantes
en cas de crise.’
(Thomson Reuters)**

La diversité offre de meilleurs résultats, car

- 1) elle nous permet de mieux comprendre la diversité de nos consommateurs et de mieux répondre à leurs besoins





Diversité des consommateurs



1. Multi-Nationalités (>120 depuis Genève)
2. Langues (>800), Cultures + Religions
3. Comportement des consommateurs
4. Age (du 1er jour - 100 ans et +)
5. Revenus (\$1/jour - milliardaires)
6. Taille de la famille (de 1 – 10+)
7. Lieux d'achats (Tante Emma, e-commerce, magasins 10,000 m2)



Diversité au siège de P&G à Genève



70 nationalités
Pays les plus représentés:
1. Suisse, 2. Allemagne, 3. Angleterre



La diversité offre de meilleurs résultats, car

- 1) elle nous permet de mieux comprendre la diversité de nos consommateurs et de mieux répondre à leurs besoins
- 2) **elle aide à stimuler l'innovation**
 - **“Innovation is our life blood”**
 - **Innovation définie au sens large du terme**
 - **50% des innovations proviennent de l'extérieur**



La diversité offre de meilleurs résultats, car

- 1) elle nous permet de mieux comprendre la diversité de nos consommateurs et de mieux répondre à leurs besoins
- 2) elle aide à stimuler l'innovation
- 3) elle aide à s'adapter plus rapidement à des situations volatiles (p.ex. dans les régions en crise)**



La diversité offre de meilleurs résultats, car

- 1) elle nous permet de mieux comprendre la diversité de nos consommateurs et de mieux répondre à leurs besoins
- 2) elle stimule l'innovation
- 3) elle aide à s'adapter plus rapidement à des situations volatiles (p.ex. dans les régions en crise)
- 4) elle favorise une ambiance de travail agréable**

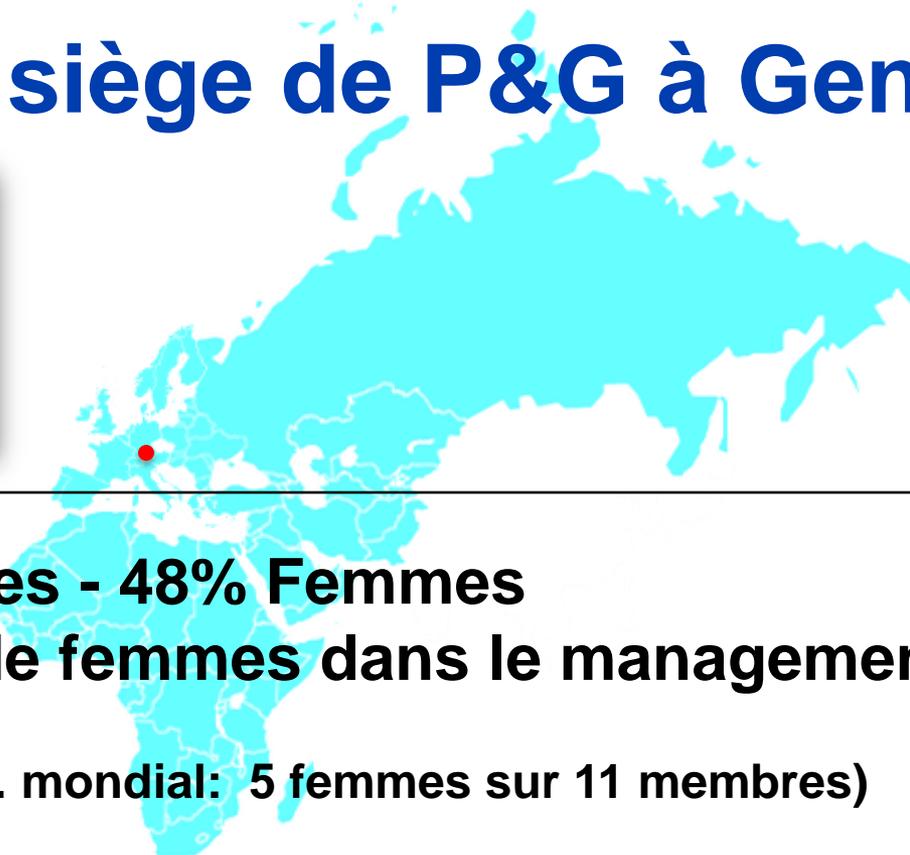




La diversité =

- **Fait partie de la stratégie d'affaires de P&G**
- **Fait partie intégrante de notre culture et de nos valeurs**
- **Vastes programmes de formations et de “systèmes de tracking” (par ex. répartition hommes/femmes)**

Diversité au siège de P&G à Genève



52% Hommes - 48% Femmes
> un tiers de femmes dans le management
(Conseil Admin. mondial: 5 femmes sur 11 membres)



**Leader
Europe de
l'Ouest**



**Leader
Global
Soins Capillaires**



**Leader
CEEMEA
Etude de
Marché**



**Leader
Suisse
Affaires
Publiques**



**Leader
Allemagne
Autriche Suisse**



**Comment une place
d'affaires peut-elle
soutenir la diversité et
la multinationalité?**



**La Suisse une
place d'affaires
pour les
entreprises
multinationales
(aujourd'hui et
dans le futur)?**

Conditions nécessaires aux entreprises multinationales et qui prônent la diversité

1. Conditions cadres compétitives

- **Stabilité, sécurité et solidité politique, économique, juridique et financière** (5)
- **Planification à long terme de taux d'imposition fiscale compétitifs (>20 ans)** (3)
- **Structure économique diversifiée** (5)
- **Climat d'innovation. Formation+recherche = une priorité** (4)

Echelle 1 – 5 (1 = peu compétitif; 5 = très compétitif)

Conditions nécessaires aux entreprises multinationales et qui prônent la diversité

2. Disponibilité de main d'œuvre qualifiée

- Multiculturelle, polyglotte, ouverte sur le monde (5)
- Hautement qualifiée, créative et innovative (5)
- Autorités à l'écoute des besoins particuliers (par ex. permis de travail) (3)
- Réseau local de services & fournisseurs (4)

Echelle 1 – 5 (1 = peu compétitif; 5 = très compétitif)

Conditions nécessaires aux entreprises multinationales et qui prônent la diversité

3. Infrastructure de communication de qualité

- Nombre et qualité des connexions des transports aériens (ZH:5; GE: 3)
- Réseau de transport local et régional de qualité (routier/ferrovière) (5)
- Connexions internet High Speed (4)

Echelle 1 – 5 (1 = peu compétitif; 5 = très compétitif)

Conditions nécessaires aux entreprises multinationales et qui prônent la diversité

4. Environnement favorable à la famille

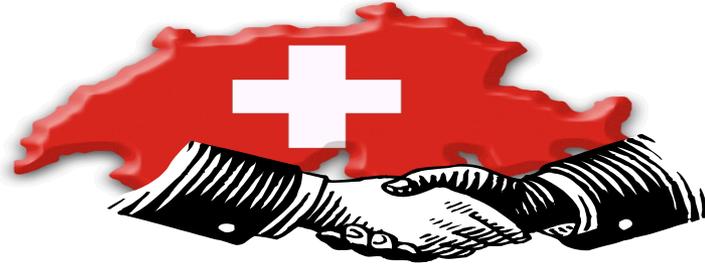
- Excellentes écoles internationales et locales (5)
- Qualité des soins de santé (5)
- Coût de la vie abordable (3)
- Offre attractive dans le domaine des loisirs (5)
- Sommes-nous bienvenus ou seulement tolérés? (4)

Echelle 1 – 5 (1 = peu compétitif; 5 = très compétitif)



Les entreprises multinationales contribuent à la prospérité de la Suisse

- 36% du PIB de la Suisse (> 40% pour VD et GE)
- 1 million d'emplois directs en Suisse
- Les cantons de GE/VD représentent 25% du total de l'IFD au niveau fédéral sur les personnes juridiques
- GE/VD = 2/3 des nouveaux emplois créés entre 2000 et 2010 proviennent des multinationales
- 1 emploi dans 1 multinationale génère Ø 1.6 d'emplois indirects
- Les multinationales favorisent l'essor et sont un soutien pour la place d'affaires suisse



CONCLUSION:

**Les multinationales - entreprises qui
prônent la diversité
Et la Suisse - multiculturelle et
diversifiée**

= symbiose gagnant-gagnant

La place d'affaires suisse – perspectives

- **Fiscalité compétitive et EU/OECD compatible ?**
- **Restrictions concernant les permis de travail/d'immigration?**
- **Coût de la vie**
- **Développement des infrastructures (spécifiquement aéroports)**
- **Trop de discussion par rapport aux parts du gâteau plutôt que sur les possibilités d'en créer un plus gros?**



**P&G en Suisse =
60 ans de win-win!
Merci. Danke. Grazie. Grazcha.**